



## Journée d'action contre la sélection à l'université et la réforme du bac

Journée d'action contre la sélection à l'université et la réforme du bac : Des syndicats de personnels de l'éducation, des organisations d'étudiants, de lycéens et de parents d'élèves appellent à se mobiliser, jeudi, contre les projets de réforme en cours. Une journée nationale de grève et de mobilisation est organisée, jeudi 1<sup>er</sup> février, pour demander le « retrait du Plan étudiants, de la plate-forme Parcoursup et des projets de réforme du bac et du lycée », et notamment refuser « l'instauration de la sélection » à l'entrée de l'université. L'appel a été lancé par plusieurs organisations syndicales de personnels de l'éducation du secondaire et du supérieur (FSU, CGT, FO, SUD Education), mais aussi d'étudiants (UNEF, Solidaires) et de lycéens (SGL, UNL). La première fédération de parents d'élèves, la FCPE, a appelé à se joindre aux actions prévues à travers la France pour que « le baccalauréat reste la seule porte d'entrée » de l'enseignement supérieur. Lire aussi : Syndicats et professeurs mobilisés contre la réforme du baccalauréat A Paris, les manifestants se retrouveront à 14 heures devant l'université de Jussieu avant de se diriger vers la Sorbonne. Des manifestations sont aussi prévues à Bordeaux, à Lille et à Strasbourg et d'autres pourraient être organisées dans les grandes villes, selon le secrétaire général du Snesup-FSU, Hervé Christofol. Des blocus de lycée et des manifestations étaient à prévoir en début de journée, selon les syndicats, et des assemblées générales organisées dans diverses universités. Les étudiants de Toulouse -Jean-Jaurès et de Rennes -II ont voté dès mardi et mercredi leur participation au mouvement. Des blocus ou des barrages filtrants sont annoncés. Plusieurs universités ont refusé, ces dernières semaines, de voter les « attendus » à l'entrée en licence prévus par le Plan Etudiants. Lire aussi : La France insoumise veut investir le mouvement étudiant La FAGE et le SGEN-CFDT à l'écart du mouvement Il s'agit du premier appel à une mobilisation nationale dénonçant à la fois la réforme de l'accès à l'université, en cours d'examen au Parlement, et le projet de réforme du bac, qui doit être annoncé le 14 février. De précédents appels, aux revendications moins larges, n'avaient rassemblé que peu de monde. La FAGE, premier syndicat étudiant, et le SGEN-CFDT, premier syndicat dans le supérieur (enseignants et personnel administratif confondus) ont expliqué dans une tribune pourquoi ils n'appelaient pas à se joindre à la mobilisation du 1<sup>er</sup> février, faute d'analyser de la même façon la réforme en cours. Ils expliquent cependant qu'ils « continuent et continueront à revendiquer, y compris en appelant à la grève, 1,5 milliard d'euros par an pour l'enseignement supérieur et la recherche ». Lire aussi : Crispations autour de la réforme de l'université Les signataires de l'appel à la mobilisation du 1<sup>er</sup> février estiment pour leur part que les « attendus » à l'entrée des universités « vont, dans de nombreux cas, bloquer l'accès des jeunes aux filières de leur choix, leur imposer des remises à niveau qui ne sont pas encore connues ou organisées, mais aussi décourager les candidatures, en particulier des élèves les plus en difficulté. Dans de nombreux cas, la mise en place de capacités d'accueil, la croissance du nombre de bachelier et la multiplication des vœux (non hiérarchisés) vont transformer la quasi-totalité des filières ouvertes en filières sélectives ». Lire aussi : Comment les universités vont trier les lycéens Concernant la réforme du bac, les syndicats refusent la perspective d'un examen « maison » qui se mettrait en place avec la réduction à cinq épreuves terminales et l'instauration du contrôle continu. Une nouvelle journée de mobilisation a d'ores et déjà été annoncée pour le 6 février, avec le même mot d'ordre.